 Déclaration préalable au CTSD « ajustements de carte scolaire 1er degré »

Du mardi 22 juin 2021

Monsieur le Directeur Académique des Services de l’Education Nationale,

Madame la Secrétaire Générale,

Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Ce dernier comité technique de l’année scolaire 2020/21 marque l’ultime ligne droite d’une course épuisante pour les personnels de l’Education Nationale. Un marathon couplé à une course d’obstacles où les haies ont été matérialisées par les atteintes au principe de laïcité et l’assassinat de Samuel PATY, par une crise sanitaire sans précédent, par sa durée et ses multiples impacts : physiques, psycho-sociaux, économiques, scolaires et professionnels…

Nous n'avons eu de cesse de demander l’ouverture de la liste complémentaire pour faire face aux pénuries prévisibles dans la lutte face à la pandémie. Défaut de remplacement, recrutement en urgence de contractuels pour des missions trop courtes n’absorbant pas les besoins. Finalement, cette solution n’est pas une solution viable.

Nos collègues du premier degré se sont souvent sentis désespérément seuls à plus d’un titre : Seuls devant des protocoles sanitaires moultes fois modifiés et annoncés dans les médias avant même qu’ils ne leur soient communiqués. Seuls devant des familles pour le mieux décontenancées devant la situation, parfois même extrêmement virulentes face aux acteurs de l'école, et notamment les directeurs. Seuls devant des difficultés d’élèves aux besoins éducatifs particuliers qui ne trouvent pas l’accompagnement dont ils ont besoin par défaut de moyens des structures médico-sociales ou d’accompagnants, et qui doivent gérer des situations de classe parfois explosives. Seuls à gérer leurs carrières et leurs promotions puisque 20-21 est la première année complète depuis la loi de transformation de la fonction publique : là où le paritarisme permettait un accompagnement, une explication, une visibilité, les collègues ont désormais une impression d’opacité dans leur parcours, cela même malgré l’extrême disponibilité et compétence des services de la DSDEN que nous tenons à saluer ici. Seuls parfois devant les menaces et provocations diverses dont ils ont pu faire l’objet, avec la douloureuse prise de conscience que le mois d’octobre a fait émerger : oui, un enseignant peut être une cible !

Le tout, couvert par le brouhaha médiatique d’un Ministère qui, si on se fie aux résultats du dernier baromètre des métiers de l’Unsa Education, a fini de décevoir et d’écœurer des personnels qui pourtant aiment encore leur métier.

En effet, sur près de 35 000 répondants, 86% des personnels déclarent aimer leur profession et 76% être heureux de l’exercer. Pour autant, et c’est bien là qu’est la fracture : pour 83 % d’entre eux, les perspectives de carrière ne sont pas satisfaisantes et pour 86% d’entre eux, la rémunération n’est pas à la hauteur de leurs qualifications. Pour 68%, les conditions de travail ne sont pas satisfaisantes et pour 89% elles se sont détériorées cette année. 84% de ces personnels interrogés ne sont pas en accord avec les choix politiques en matière d’éducation. 56 % de ces personnels ont souffert, parfois très fortement de la crise sanitaire. Pour 77% d’entre eux, les mesures prises par ce gouvernement dans ce contexte de crise étaient inadaptées ou incompréhensibles….

Nous pourrions poursuivre le déroulé de cette enquête pluriannuelle qui depuis 9 ans n’a pas pour vocation de dénoncer mais bien de porter la voix de nos collègues, tous métiers de l’éducation confondus, d’exiger des améliorations et de proposer des solutions concrètes à nos dirigeants.

Nos collègues expriment des besoins criants de formation initiale et continue que la crise sanitaire à fait émerger : le télétravail s’est imposé, les personnels se sont adaptés…

Attachée à la laïcité de la République, l’UNSA Éducation insiste sur la nécessaire formation de tous les personnels, pour la cohésion de notre société. Cette question est à l’ordre du jour avec la création des référents départementaux « laïcité ». Qu’en est-il dans notre département pour la rentrée ?

La qualité de vie, la santé au travail et l’accompagnement RH des agent·es, priorités inscrites dans les politiques d’éducation et des services publics, demeurent une urgence face au manque de reconnaissance et de respect dans la pratique professionnelle pour tous les personnels, particulièrement pour les enseignants mais aussi pour l’encadrement. Quel que soit le métier, l’ensemble du personnel a bien sûr été affecté par la crise sanitaire mais le malaise se confirme d’année en année et la tendance observée depuis 3 ans est à la « rupture de confiance » due à des causes structurelles.

M. Blanquer a présenté le 26 mai ses conclusions du Grenelle de l’Éducation en recevant les organisations syndicales puis dans une conférence de presse au CESE.

Le ministre a annoncé une hausse de 500 millions d’euros pour 2022 (dont 400 millions pour de nouvelles mesures) à laquelle s’ajoutent aussi 200 millions pour participer au financement de la Protection sociale complémentaire des collègues. Mais sur cet engagement, le calendrier reste flou.

Pour l’UNSA Éducation, cette marche supplémentaire qui vient s’ajouter à celle de 2021 est une nouvelle étape de revalorisation importante. En revanche, des paliers restent nécessaires pour permettre la revalorisation indispensable de tous les personnels de l’Éducation. En ce sens, l’absence de Loi de Programmation est une déception et une occasion ratée pour inscrire solidement les perspectives dans la durée.

Le Ministre s’est engagé à la poursuite de la revalorisation des débuts de carrière enseignantes, la fluidification des parcours par de meilleurs taux de promotions, la revalorisation de la direction d’école, des AESH, des professeur·e.s formateur·trices, de la filière administrative, des personnels de santé, des inspecteur·trices…

Notre fédération s’est exprimée depuis des mois sur la nécessité d’un Grenelle pour l’ensemble des personnels. Aujourd’hui, de nombreux champs sont couverts par les annonces. Il faut maintenant que ces annonces se traduisent par des mesures concrètes avec une projection pluriannuelle.

L’UNSA Éducation participera activement à l’ensemble des sujets qui sont ouverts au dialogue social. Elle sera très attentive à ce que ce dialogue ne soit pas l’occasion de voir réapparaitre discrètement des chiffons rouges ou des contreparties qui viendraient alourdir la charge de travail de nos collègues ou instaurer des mesures idéologiques comme la rémunération au mérite des enseignant·e.s. L’UNSA Éducation s’y est opposée depuis plusieurs mois et continuera de le faire.

Enfin, ce comité technique va devoir étudier et acter les ultimes mesures d’ajustement de la carte scolaire départementale. Nous le rappelons encore une fois : pour l’Unsa Education, pas de fermeture à la rentrée de septembre. Avec les 4,74 ETP restant, amputés de 3,79 pour alimenter les nouvelles décharges, cela est une équation impossible. Les seuls éléments portés à notre connaissance aujourd’hui par les services de la DSDEN, que nous remercions pour leur travail, sont les effectifs élèves, loin d’être stabilisés. Il est intéressant d’avoir une projection avec une classe en moins et une classe en plus par école, par ordre croissant de taux d’encadrement… Il est consternant d’en recevoir une modification à 11H20, alors que le CTSD se réunit à 14h00 ! Ce CTSD ne serait-il donc qu’une chambre d’enregistrement ? Aucune proposition d’ouverture ni de fermeture n’est faite… C’est peu habituel… Que devons-nous penser ? Que tous les champs des possibles sont ouverts ? Que le choix de gérer la pénurie nous est laissé à nous, représentants des personnels ? Alors même que nous n’avons pas la possibilité de vérifier avec nos collègues la réalité de leurs écoles…

Et pourtant, il est nécessaire de préparer une rentrée sur de bonnes bases pour que cette année 2021/22 ne soit pas elle aussi très longue : nos collègues ne tiendraient pas longtemps ! Il est indispensable d’investir davantage de moyens dans l’École. Tous les élèves ont besoin d’être accompagnés en permanence : il est nécessaire de recruter des enseignants, il est encore temps !  C’est la condition *sine qua non* pour atteindre ce qui nous motive au quotidien : la réussite de chaque élève.

Pour l’Unsa Education,

Christophe NOWACZECK Nathalie MARSAN Julien LARRERE Mathilde GAILLARD